Revue-IRS

Revue Internationale de la Recherche Scientifique (Revue-IRS)

ISSN: 2958-8413

Vol. 3, No. 2, Avril 2025

This is an open access article under the CC BY-NC-ND license.

La gestion touristique des espaces littoraux de la station balnéaire de Cap-Skirring (Sénégal)

Tourism management of coastal areas in the Cap-Skirring seaside resort (Senegal)

Aliou GAYE & Iba DIAW

Aliou GAYE
Université Iba Der Thiam de Thiès

Iba DIAW
Doctorant en Sciences de l'Information et de la Communication
Laboratoire MICA - Université Bordeaux Montaigne

Résumé : Les espaces littoraux représentent des milieux naturels mobiles qui sont soumis aux évolutions des phénomènes naturelles (lithosphère, hydrosphère, atmosphère) et des actions anthropiques, modifiant les équilibres anciens et augmentant les vulnérabilités sociétales. Modelés par le déferlement des vagues, adoucis ou endurcis par le climat, ils sont menacés par les forces de la nature et des êtres humains. Leur gestion durable est devenue une préoccupation majeure surtout dans les pays africains fragilisés par l'accélération des changements climatiques et sociétaux. Cette étude s'intéresse particulièrement à la problématique de la territorialisation et de la résidentialisation de la station balnéaire de Cap-Skirring, située à l'extrême Sud-ouest du Sénégal. Elle se penche sur l'occupation anarchique de ses espaces littoraux par le biais du tourisme, devenu une menace pour le littoral même s'il contribue au développement économique. L'objectif est d'analyser les enjeux politiques, socioéconomiques et environnementaux du développement touristique sur le littoral. La méthodologie utilisée est basée sur les recherches documentaires, les observations participatives et la collecte de données aussi bien quantitatives que qualitatives. Les résultats obtenus montrent que le développement du tourisme balnéaire a favorisé l'augmentation de la population locale, ce qui représente une menace pour les écosystèmes. Ils montrent aussi

que le manque de gestion intégrée des zones côtières et l'absence de plan d'aménagement touristique ont engendré des pressions foncières dans la zone, pouvant causer une crise écologique.

Mots-clés : Tourisme, Littoral, Gestion, Enjeux, Écologie, Cap-Skirring

Abstract : Coastal areas are mobile natural environments that are subject to changes in natural phenomena (lithosphere, hydrosphere, atmosphere) and anthropogenic actions, modifying ancient balances and increasing societal vulnerabilities. Shaped by waves, softened or hardened by climate, they are threatened by the forces of nature and human beings. Their sustainable management has become a major concern, especially in African countries weakened by the acceleration of climatic and societal changes. This study focuses on the territorialization and residentialization of the seaside resort of Cap-Skirring, located in the extreme south-west of Senegal. It looks at the anarchic occupation of its coastal areas by tourism, which has become a threat to the coastline even though it contributes to economic development. The aim is to analyze the political, socio-economic and environmental stakes of tourism development on the coast. The methodology used is based on documentary research, participatory observations and the collection of both quantitative and qualitative data. The results show that the development of seaside tourism has led to an increase in the local population, which poses a threat to ecosystems. They also show that the lack of integrated coastal zone management and the absence of a tourism development plan have led to land pressure in the area, potentially causing an ecological crisis.
Keywords : Tourism, Coastline, Management, Issues, Ecology, Cap-Skirring

Digital Object Identifier (DOI): https://doi.org/10.5281/zenodo.**15197645**

Introduction

S'intéresser à la gestion durable des espaces littoraux, dans un contexte de vulnérabilité croissante des zones côtières face aux risques naturels et aux activités humaines, constitue un enjeu stratégique dans l'analyse et la compréhension des conflits, comme dans la spatialité et la temporalité des politiques de gestion touristiques de ces ressources fragiles. Le littoral est un espace de contact et de dialogue entre la terre et la mer, à géométrie variable selon des considérations géographiques, topographiques, biologiques, socioculturelles, économiques ou juridiques (Lévy, 2020 : 5). Autrement dit, il représente une ligne départageant la mer de la terre (côte, rivage, bordure), ou bien, plus largement une zone tampon sous l'influence exclusive de la mer. L'évolution de l'espace littoral est soumise à deux grands facteurs interdépendants à savoir la nature et l'être humain.

Ainsi, Bernard Bousquet (1990 : 452) propose trois visions différentes des espaces littoraux : le littoral de nature, d'œkoumène et d'institution. Le littoral de nature est défini comme un espace instable, soumis aux dynamiques physiques à travers les variations d'énergie du géosystème, qui n'est autre que la nature totale, globalisée à travers son histoire, ses formes et ses positions. Le littoral d'œkoumène est un rivage où coexiste l'ensemble des activités et usages anthropiques. Incorporé par la croissance d'une population côtière essentiellement

d'ordre touristique (vue sur mer, ports de plaisance) et de pêche, ce littoral a vu sa valeur écologique et économique croître en fonction de la pression foncière et financière. Le littoral d'institution représente quant à lui, un espace encadré, géré et planifié par le droit (loi sur le domaine national et le code de l'environnement mis en place par l'État) et les politiques d'aménagement pour protéger les ressources côtières et maritimes face aux activités humaines. C'est dans ces deux dernières visions du littoral (œkoumène et institution) qu'on assiste à une relation complexe, souvent mise en cause par les constructions et les installations anarchiques qui représentent une menace pour les espaces littoraux.

Le littoral sénégalais s'étend sur 700 km et correspond à la façade maritime de six régions administratives (Saint-Louis, Louga, Thiès, Dakar, Fatick et Ziguinchor). Il est constitué d'écosystèmes riches et diversifiés, menacés par la combinaison de phénomènes naturels (tsunamis, éruptions volcaniques, inondations, érosion maritime, changement climatique) et les effets de la pression anthropique avec une forte concentration économique et démographique. L'urbanisation massive est induite par divers aménagements et activités tels que la création de quais de pêche, la construction de routes longeant le rivage côtier, le développement portuaire, l'agriculture, le maraichage ou encore la création d'infrastructures hôtelières et touristiques. Sur le littoral sénégalais, le tourisme s'avère être une des cause de l'occupation des sols. Son attractivité (belles plages, ensoleillement, sables fins, biodiversité naturelle et climat agréable) a entraîné un aménagement considérable pour accueillir des touristes et des résidents fortunés, et conduit chaque année à une forte fréquentation qui représente un véritable risque de dégradation environnementale.

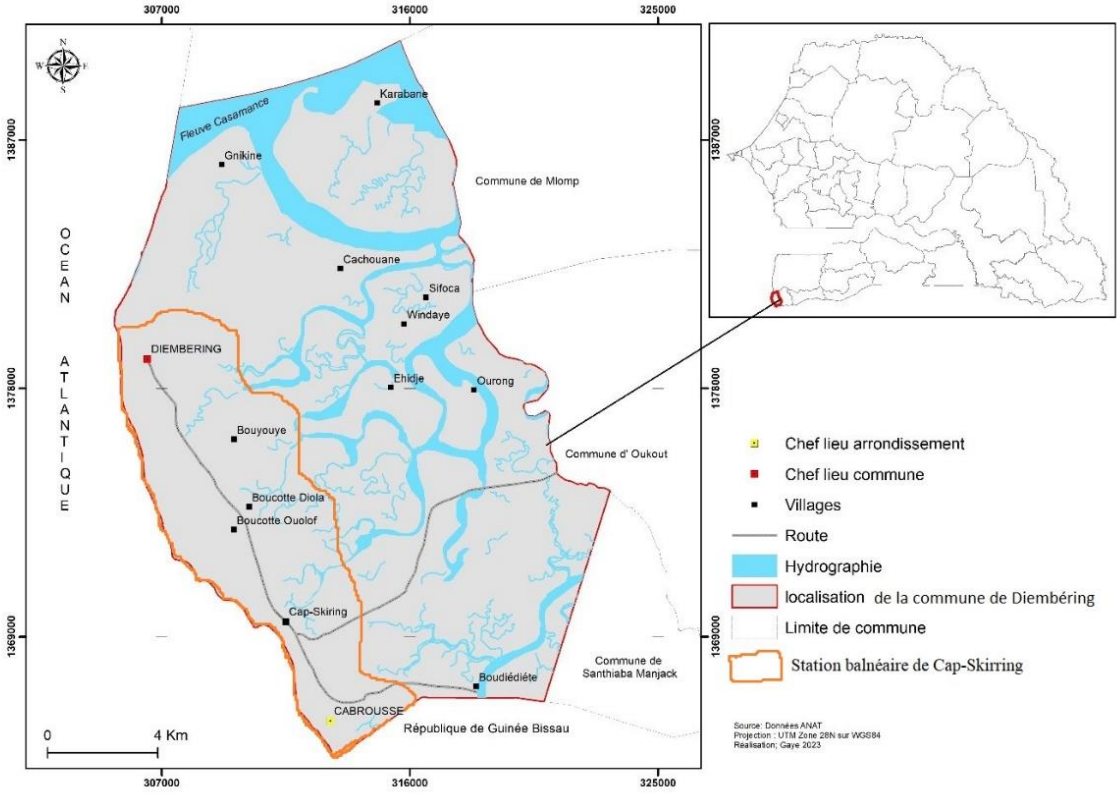
Cet article s'intéresse particulièrement à la problématique de la gestion des espaces littoraux de la station balnéaire de Cap-Skirring, située à l'extrême Sud-ouest du Sénégal plus précisément dans la commune de Diembéring en Basse Casamance. L'objectif est d'analyser les enjeux politiques, socioéconomiques et environnementaux du développement touristique sur le littoral. Les hypothèses de recherche supposent que le développement du tourisme balnéaire et l'augmentation de la population représentent une menace pour les ressources naturelles. Elles présument aussi que le manque de gestion intégrée des zones côtières et l'absence de plan d'aménagement touristique ont engendré des pressions foncières dans la zone. L'article présente d'abord la zone d'étude (caractéristiques physiques et humaines) et la méthodologie de recherche à travers la revue documentaire, les enquêtes de terrain et les observations participatives. Il montre ensuite les résultats en démontrant les enjeux politiques, socioéconomiques et environnementaux du développement touristique sur les espaces littoraux. Enfin, l'article ouvre des discussions dans lesquelles nous abordons la gestion du littoral dans une perspective de développement durable.

1. Présentation de la zone d'étude et de la méthodologie de recherche

1.1. Présentation de la zone d'étude

La station balnéaire de Cap-Skirring occupe une position privilégiée le long de la côte atlantique et du fleuve Casamance. Elle est composée de six villages (Cabrousse, Cap-Skirring, Boucotte Wolof, Boucotte Diola, Bouyouye et Diembéring) et est située à l'extrême Sud-ouest du Sénégal dans la commune de Diembéring. Cette dernière est limitée au Nord par le fleuve Casamance, au Sud par la commune de Santhiaba Manjack et par la République de Guinée-Bissau, à l'Est par les communes de Mlomp et Oukout et à l'Ouest par l'océan atlantique.

Figure 1 : Localisation de la station balnéaire de Cap-Skirring



Source : Auteurs, décembre 2023

La station balnéaire de Cap-Skirring dispose de potentialités touristiques importantes. Son patrimoine culturel se traduit par les manifestations traditionnelles notamment les danses, les funérailles, les rituels, la lutte et le bois sacré. Du point de vue naturel, cette destination touristique bénéficie d'une richesse patrimoniale marquée par les belles plages, le climat agréable, les dunes de sable, la végétation luxuriante et le fleuve Casamance. Ces ressources patrimoniales ont contribué à l'attractivité touristique de la zone qui enregistre chaque année des milliers de touristes (21 885 en 2017 et 22 457[1] en 2022) grâce au développement des infrastructures et des équipements hôteliers et touristiques de base.

Dans cette station balnéaire, le mouvement de la population est fortement lié au tourisme, à l'artisanat d'art et à la pêche. Cette zone connaît un flux migratoire important qui, pendant la haute saison touristique (novembre-mai), augmente considérablement sa population actuelle. Durant cette période, on constate plus qu'un doublement de la population du village de Cap-Skirring qui représente le noyau touristique de la commune de Diembéring. On note aussi une augmentation de la population de Cabrousse et de Boucotte Wolof. Dans cette migration, on retrouve une population constituée de toutes les ethnies du Sénégal et beaucoup de ressortissants de la sous-région ouest-africaine (Gambie, Guinée Bissau, Guinée Conakry, Mali, Ghana, Niger). Ces migrants s'activent dans l'artisanat d'art, les petits commerces et les petits travaux liés au tourisme et à la pêche.

[1] Source : Compilation les données de l'aéroport et de la gare routière de Cap-Skirring, d'après nos enquêtes de terrain.

L'économie de la station balnéaire de Cap-Skirring repose essentiellement sur l'agriculture, la pêche, l'artisanat d'art, le commerce, le tourisme et l'élevage. Les activités agricoles incluent les cultures maraichères, la fruiticulture (orange, mandarine, citron, banane, mangue, fruit de la passion) et les denrées alimentaires telles que le mil, le riz, le maïs, le haricot et l'arachide (Gaye et Thior, 2025 : 1136). La pêche est également un secteur vital pour la population locale, compte tenu de la proximité de l'océan atlantique et du fleuve Casamance. Elle attire les pêcheurs, les poissonniers et les industries halieutiques, contribuant ainsi au développement économique de la zone. Aujourd'hui, en raison de ses ressources naturelles et de son attrait touristique, ce lieu touristique fait l'objet d'une spéculation foncière et d'une résidentialisation touristique de son littoral. Il fait l'objet de convoitises des entreprises touristiques et hôtelières mais également d'autres sociétés évoluant dans l'élevage, la pêche et les ressources minérales qui participent à la dégradation des écosystèmes naturels.

1.2. Méthodologie de recherche

La méthodologie de recherche repose sur une approche mixte, combinant une revue littéraire et une étude de terrain. Nous avons réalisé des enquêtes à travers des entretiens, des questionnaires et des observations participatives pour recueillir des données aussi bien quantitatives que qualitatives. Ces enquêtes consistent à interroger les populations locales et les touristes avec qui nous avons échangé à partir d'un questionnaire : 20 questions pour un échantillon de 100 personnes (cf. figure 2). Nous avons également interrogé, à travers un guide d'entretien ouvert préétabli, des personnes ressources : 15 questions pour un échantillon de 30 personnes (cf. figure 3). Les personnes interrogées en questionnaire comme en entretien ont été choisies en fonction de leur statut et du rôle important qu'elles jouent dans la gestion durable du littoral. Cette approche offre une perspective holistique pour comprendre les enjeux, l'implication des parties prenantes dans la gestion touristique des espaces littoraux et les caractéristiques spécifiques de cette zone fragile.

Figure 2 : Récapitulatif des questionnaires effectués

Questionnaires	**Nombre**
Agriculteurs	25
Éleveurs	20
Femmes de ménage	8
Artisans	12
Élèves	10
Enseignants	8
Touristes	17
Total	**100**

Source : Auteurs, décembre 2023

Figure 3 : Récapitulatif des entretiens effectués

Entretiens	**Nombre**
Chefs de village	6
Chefs coutumier	3
Imams	2
Agent du ministère du tourisme et de l'Artisanat	1
Agent de la SAPCO	1

Agent de l'aéroport de Cap-Skirring	1
Élus locaux	3
Présidentes de groupement de femmes	2
Président d'association de jeunes	2
Guides touristiques	4
Gérants d'établissement touristique	5
Total	**30**

Source : Auteurs, décembre 2023

En ce qui concerne la documentation, elle a porté sur des ouvrages, des articles scientifiques, des mémoires, des rapports de projet, des documents officiels et des sites Internet relatifs au tourisme, à l'aménagement territorial, au patrimoine, à la gestion des espaces littoraux et au développement durable. Cette documentation a permis de construire le corpus théorique, de problématiser l'article, de dresser un portrait de la station balnéaire de Cap-Skirring et d'identifier les enjeux associés à cet espace géographique. Quant à l'observation participative, elle a permis d'apprécier les pressions foncières et environnementales sur les espaces littoraux. Concernant la production cartographique, nous avons utilisé les logiciels Arc GIS et Google Earth appuyés par des relevés GPS.

2. Résultats

2.1. Enjeux politiques : aménagement touristique controversé

La problématique des relations entre le tourisme, l'environnement et l'espace géographique met en jeu la question de la gestion des ressources naturelles. Elle permet de mettre en évidence les politiques d'aménagement touristique de l'espace qui constitue la matière première du tourisme et des loisirs (relief, climat, paysages, biodiversité, plages, population locale). Cet espace est structuré par les activités anthropiques qui impactent négativement les écosystèmes naturels (Hatt, 2020 : 82). Le tourisme participe en ce sens à sa consommation, à la fabrication et à la construction des territoires. Il contribue aussi à la création d'infrastructures, de flux ou encore d'images à travers l'aménagement touristique qui, selon Catherine Sicart (2017), consiste à façonner l'espace à des fins touristiques et récréatives. L'aménagement touristique exige à cet effet, une stratégie guidée par l'inventaire, l'évaluation, la planification, la conservation et la gestion des ressources naturelles et culturelles. Il doit être adapté au dynamisme économique et environnemental du territoire concerné mais aussi aux réalités socioculturelles des populations locales.

Au Sénégal depuis l'indépendance en 1960, l'État a créé des structures permettant d'aménager, de valoriser et de promouvoir les territoires. C'est ainsi qu'il a créé la Société Nationale de Promotion Touristique (SNPT) et la Société Financière Sénégalaise pour le Développement de l'Industrie et du Tourisme (SOFISEDIT) dans les années 1970. En 1975, on assiste à la création de la Société d'Aménagement de la Petite-Côte (SAPCO). Ces institutions ont beaucoup contribué au financement, à l'aménagement et à la promotion touristique de la Petite-Côte (Dakar, Mbour, Saly Portudal, Nianing, Warang, Pointe Sarène, Toubab Dialaw, Somone) à travers la construction de réceptifs hôteliers, de ports et de routes, tout en ignorant le reste du pays.

Au début des années 1990, le Sénégal avait connu la sècheresse et la famine dans beaucoup de régions du pays, entraînant une baisse vertigineuse des activités économiques. Pour faire face à cette situation, l'État a décidé d'introduire les résidences secondaires pour répondre à un souci de diversification de l'offre d'hébergement touristique afin de développer le tourisme. Cette politique a permis la création de résidences touristiques dans la Petite-Côte et la Casamance notamment dans la station balnéaire de Cap-Skirring. Ce phénomène a provoqué une recrudescence d'aménagements ponctuels dans les villages de Cap-Skirring, Cabrousse et Boucotte Ouolof (Diombéra, 2012 : 26). Initiées pour attirer les investisseurs et créer des retombées économiques, ces structures hôtelières sont représentées par de gigantesques constructions modernes qui ne prennent pas en compte l'architecture locale et la gestion écologique du littoral (Gaye et Thior, 2025 : 1142). Elles transgressent les normes coutumières des populations locales et celles du code de l'urbanisme sans conséquence pour leurs propriétaires en dépit de la loi sur le domaine national (Loi 64-46) et le code de l'environnement (Loi 83-05 du 28 janvier 1983) (Sène et Diallo, 2023 : 147). Elles constituent une menace pour l'hôtellerie homologuée dans un secteur déjà en difficulté, dominé par la dégradation du littoral et la concurrence, entraînant la baisse vertigineuse des arrivées touristiques dans les hôtels. Les aménagements touristiques touchent la biodiversité naturelle et les exploitations agricoles dont les superficies se rétrécissent davantage grâce à la montée en puissance de ces résidences se caractérisant par une organisation spatiale privilégiant la linéarité des installations touristiques, guidée par le rivage du littoral (Thior, Sané et *al*., 2019 ; Thior, Sané et Dièye, 2019). Ce dernier est aujourd'hui en proie au phénomène de résidentialisation et d'artificialisation des sols.

Depuis 2004, la SAPCO n'intervient pas seulement au niveau de la Petite-Côte, elle s'étend sur l'ensemble du territoire, et devient la Société d'Aménagement et de Promotion des Côtes et Zones Touristiques du Sénégal (SAPCO Sénégal). C'est ainsi que cette dernière a lancé son programme d'aménagement touristique en Casamance. Ce programme est composé de deux volets. Le premier concerne la requalification de la station balnéaire de Cap-Skirring dont la plateforme abrite 30 réceptifs comprenant des hôtels et des résidences touristiques avec 884 chambres pour 1484 lits[2], un aéroport international, une caserne de gendarmerie, un groupement de sapeurs-pompiers et un poste de santé. Le deuxième comprend la création d'un réseau d'éclairage public et d'adduction d'eau, des corridors routiers intérieurs, d'une station d'épuration, d'un dallage des allées piétonnes et d'une signalétique dans la zone.

Sur les travaux prévus par SAPCO Sénégal, seuls le poste de santé, le groupement de sapeurs-pompiers et la caserne de gendarmerie ont été réalisés, d'après nos résultats d'enquête. L'aéroport a été rénové, mais ne dispose toujours pas de station d'avitaillement et les gros-porteurs ne peuvent pas y atterrir, car la piste d'atterrissage n'est pas assez grande. Cette situation défavorise l'aéroport par rapport à ceux de la sous-région (Gambie et Guinée Biseau). Il faut noter aussi que les six villages de station balnéaire de Cap-Skirring (Cap-Skirring, Cabrousse, Boucotte Ouolof, Boucotte Diola, Bouyouye et Diembéring) ont été électrifiés. Ces villages disposent également de réseau d'adduction d'eau même si leur accès à l'eau et à l'électricité n'est pas suffisant. Dans cette zone touristique, il existe une seule route goudronnée reliant Cabrousse-Diembéring et deux banques (CBAO et Crédit Mutuel du Sénégal).

En réalité, la SAPCO Sénégal rencontre énormément de difficultés pour aménager la station balnéaire de Cap-Skirring en raison des litiges fonciers et de l'absence de lotissement de la zone. L'État peine à trouver des solutions dans la gestion des ressources naturelles et l'aménagement touristique du territoire (Sène et Diémé 2018 ; Thior, Sané et *al*., 2021). Nous

[2] Source : http://www.tourisme.gouv.sn, consulté le 20 juillet 2023.

assistons à une appropriation débridée du foncier pour profiter de l'essor touristique, où chaque acteur mobilise les arguments et le droit qui lui permet de faire peser ses intérêts propres. D'ailleurs, les habitants[3] de Cabrousse, Boucotte Diola, Bouyouye et Diembéring estiment que les terres de la station balnéaire de Cap-Skirring leur appartiennent, d'après le droit coutumier. Cette situation a engendré des tensions écologiques causées par l'occupation anarchique de l'espace avec l'augmentation de la population, l'urbanisation spontanée et l'implantation massive des résidences hôtelières.

2.2. Les enjeux socioéconomiques : entre inflation et économie informelle

Les différents villages qui composent les espaces périphériques de la station balnéaire de Cap-Skirring font l'objet de touristification rythmant la vie des populations locales. Les transactions spéculatives ne cessent de faire grimper le prix d'achat des terrains qui se situent à l'intérieur des villages, passant de 2500 francs CFA/m^2, il y a deux décennies, à 20 000 francs CFA/m^2 aujourd'hui. Le prix d'achat des parcelles côtières au m^2 passe quant à lui, de 10 000 à 30 000 francs CFA. Il faut noter aussi la cherté du coût de la vie (loyer, transport, légumes, fruits, poisson, viande et produits cosmétiques) grâce au développement du tourisme. Derrière cette mutation apparaît un système productif du tourisme et d'urbanisme qui fonctionne comme un effet déstabilisateur, obligeant les habitants locaux à vendre leur terrain agricole au détriment des activités touristiques.

Nous avons également constaté que la vente des terrains a fortement contribué à la recrudescence des résidences secondaires dans la station balnéaire de Cap-Skirring depuis 1990. Ces structures se sont implantées le long de la plage et contribuent à la réduction des espaces littoraux mais aussi à la privatisation des lieux. Elles échappent au contrôle des pouvoirs publics locaux, parce qu'elles ne font pas partie des établissements d'hébergement touristique pouvant faire l'objet de recouvrement de taxes et d'impôts[4]. Les résidences secondaires participent très peu à la création d'emplois, car les propriétaires embauchent moins de personnel. Parfois, le gardien est en même temps le jardinier, le cuisinier, le serveur, le technicien et le chauffeur[5]. Comme l'attestent nos résultats, les touristes devenus semi-résidents, achètent les terrains à des prix relativement faibles pour les revendre plus cher. Certains y construisent des immeubles et des villas de haut standing dans le but de les vendre à des prix très chers.

Les enjeux socioéconomiques liés à l'implantation des résidences secondaires portent sur plusieurs risques comme, par exemple la banalisation des lieux, la déstructuration des ressources côtières et l'appauvrissement du tissu social de voisinage. « Le secteur informel de la parahôtellerie concurrence directement celui de l'hôtellerie (dont les taux d'occupation sont estimés autour de 32 %) (Diombéra, 2020, 2017). Les résultats de nos enquêtes de terrain montrent que les populations locales, peu formées aux métiers du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, de jardinerie et de gardiennage, sont cantonnées à des emplois informels et sans contrat, en qualité de gardien, cuisinier(ère), femme de ménage, valet de chambre ou jardinier. Ces emplois peu rémunérés (le salaire mensuel varie entre 40 000 et 80 000 francs CFA) n'offrent aucune perspective, car les personnes sont embauchées ou licenciées au gré de leurs

[3] Extraits de nos entretiens avec les habitants de Cabrousse, Boucotte Diola, Bouyouye et Diembéring, du 10 au 30 décembre 2023.
[4] Extraits de nos entretiens avec les élus locaux de la commune de Diembéring, les 5 et 6 janvier 2023 au Cap-Skirring.
5 Extrait de nos entretiens avec quelques employés des résidences hôtelières de la commune de Diembéring.

employeurs et font face toute sorte de pression. Sur le plan économique, les locations de villas, de chambres ou appartements meublés, de voitures, de quads et de vélos qui apparaissent comme un secteur informel, agacent les professionnels du tourisme et de l'hôtellerie. Ces derniers déplorent cette concurrence déloyale aux services aléatoires qui impacte la qualité du service et ternissent l'image de la destination. L'internet facilite également le développement des réservations directes via les réseaux sociaux, booking.com et Airbnb. Cette économie parallèle représente une perte de taxes de séjour et de recettes fiscales pour la commune de Diembéring et l'État.

2.3. Enjeux environnementaux : entre pressions et litiges fonciers

L'émergence du tourisme sur le littoral de la station balnéaire de Cap-Skirring a engendré des litiges fonciers et la dégradation des ressources naturelles. La question du foncier renvoie à la problématique de la délimitation des espaces territoriaux. Dans ce lieu touristique, on assiste souvent à un bouleversement considérable des rapports de force existants entre élus locaux, État, populations locales et secteur privé. Les sources profondes de l'intensification de ces conflits sont essentiellement liées à la conception traditionnelle du titre foncier et à l'histoire du peuplement des territoires. Dans ce raisonnement, les terres d'une famille ou d'un village appartiennent aux premiers habitants des lieux (droit coutumier) (Ciss, 1989 : 68). La délimitation s'effectue là où s'arrêtent les zones de cueillette, les champs cultivés, de pâturage et de jachère.

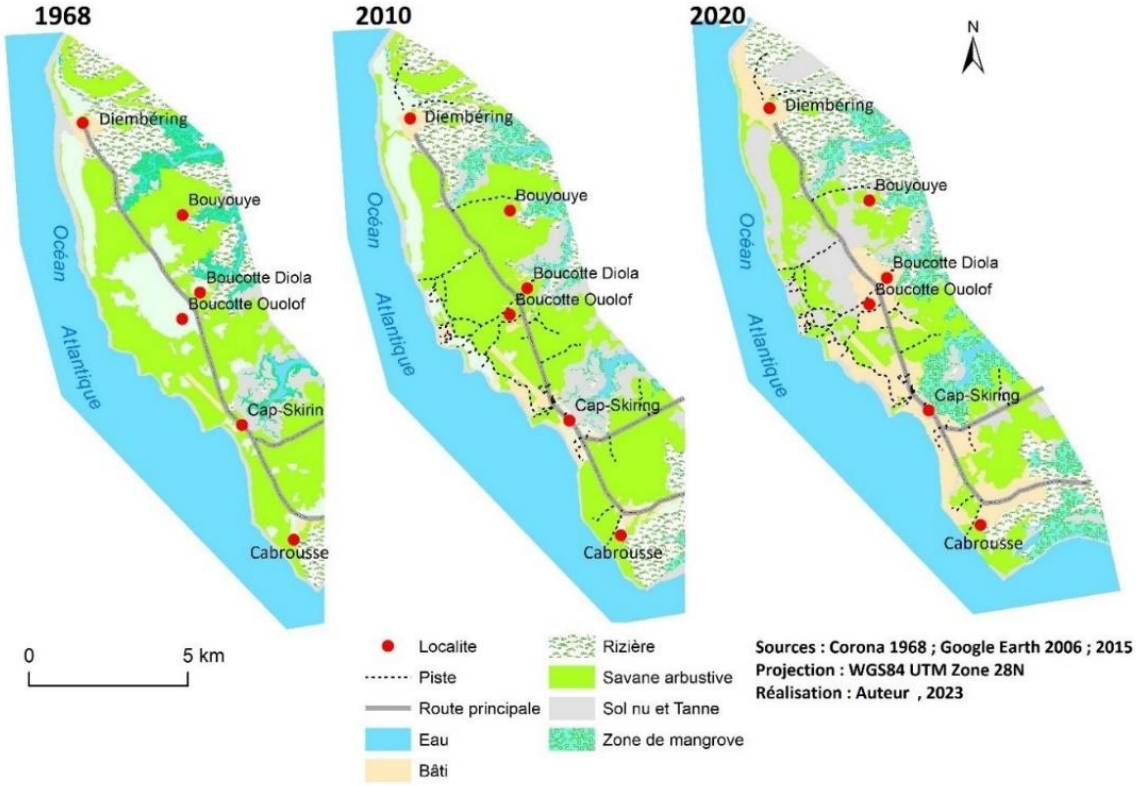
Dans la station balnéaire de Cap-Skirring, le tourisme a démocratisé l'accès à l'espace, autrefois réservé à la population locale, à l'agriculture et à l'élevage. Il a également provoqué « une certaine ingérence dans des quartiers essentiellement résidentiels où la cohabitation avec la population résidente est source de conflits. Le bâti est spécifiquement urbain, et la construction de grands hôtels se trouve en décalage avec l'architecture locale » (Diombéra, 2013 : 10). Les hôtels et les résidences secondaires se situant sur la côte, interdisent parfois l'accès de la plage aux habitants[6]. Ces derniers, au-delà d'être marginalisés et spoliés de leurs terres, revendiquent leur titre foncier et dénoncent la complicité et le laxisme de leurs élus locaux face à la résidentialisation et à la privatisation du littoral. Ils se sentent plus embêtés qu'avant par la présence d'étrangers, même si le tourisme crée des emplois générant des retombées économiques.

Selon nos enquêtes de terrain[7], les habitants des villages de Cabrousse, Boucotte Diola, Bouyouye et Diembéring participent inconsciemment à la banalisation des lieux et à la destruction de la biodiversité. Ils estiment que les terres de la station balnéaire de Cap-Skirring leur appartiennent, ce qui leur permet de les vendre aux étrangers sans le contrôle des services de l'État. Ce phénomène a causé la déforestation de la zone à des fins touristiques et sociales grâce à la construction de logements sociaux, de résidences secondaires, d'hôtels et d'usines. En effet, le développement du tourisme sur le littoral a contribué à la modification de la morphologie de la façade maritime de cette zone (Sène et Diallo, 2023 : 147). La végétation, les rochers, les dunes de sable et les coquillages qui servent de boucliers naturels contre les vents marins et l'avancée de la mer, sont détruits au détriment des aménagements touristiques et des logements sociaux (Diatta, Fall et *al.*, 2022). Ces ressources tant convoitées par les

[6] Extrait de nos entretiens avec les habitants de Cap-Skirring et de Cabrousse, du 17 août au 10 octobre 2022.
[7] Extrait de nos entretiens avec ces villageois, du 17 août au 10 octobre 2022.

opérateurs touristiques et les populations locales disparaissent, parce que leur gestion ne s'appuie pas sur des connaissances techniques des mécanismes de gestion du littoral. L'évaluation de l'environnement physique révèle que le développement touristique et urbain a provoqué la diminution de la flore et de la faune. Il n'existe quasiment pas de végétation luxuriante et on note la disparition de certaines espèces animales comme, par exemple la hyène, la biche, le porc-épic et le lapin.

Figure 4 : Évolution de l'occupation des sols dans la station balnéaire de Cap-Skirring entre 1968 et 2020



Réalisation : Auteurs, décembre 2023

L'émergence du tourisme et l'explosion démographique de la population représentent une menace pour la biodiversité naturelle. De nombreuses dégradations résultent de la création d'infrastructures touristiques le long du littoral et l'urbanisation galopante entre les villages de Boucotte Wolof et Cabrousse. Les espaces agricoles passent de 8583 ha en 2000 à 2910 ha en 2020, soit une régression de 66.10%. On note une recrudescence du bâti de 62.83%, ce qui a entraîné la perte des espaces occupés par les jachères de 1.60%. Ces occupations ont aussi engendré la diminution des vallées rizicoles de 20.79% et des cours d'eau temporaires de 29.69%, mais également l'augmentation des tannes de 9.14% et des sols nus de 19.68%. Durant cette période, la superficie des plages a diminué de 9.07% alors que celle occupée par l'aéroport a augmenté de 24.07%.

Figure 5 : Évolution des superficies de l'occupation des sols

Occupation des sols	Superficie 2000 (ha)	Superficie 2022 (ha)	Évolution des superficies entre 2000 et 2022 (ha)	Variations en % entre 2000 et 2022
Espaces agricoles	8583	2910	- 5673	- 66.10
Bâtis	3458	9329	+ 5871	+ 62.93
Sols nus	792	986	+ 194	+ 19.68
Vallées rizicoles	1068	846	- 222	- 20.79
Cours d'eau temporaires	586	412	- 174	- 29.69
Tannes	1472	1620	+ 148	+ 9.14
Jachères	4041	3980	- 61	- 1.60
Plages	1059	963	- 96	- 9.07
Aéroport	41	54	+ 13	+ 24.07
Total	**21100**	**21100**	**- 8648**	**- 40.98**

Source : Enquêtes de terrain ; Auteurs, décembre 2023

Ces résultats montrent que la station balnéaire de Cap-Skirring a connu une dynamique spatiale à travers diverses transformations dues à l'émergence touristique et urbaine. Ce développement a favorisé des formes d'occupation anarchique de l'espace et de spéculations foncières avec des impacts mitigés sur les pratiques touristiques durant ces dernières décennies. Ces impacts nécessitent d'adopter de nouvelles politiques de protection du littoral dans une perspective de développement durable.

3. Discussions

3.1. Vers une transition écologique et touristique

Le littoral de la station de Cap-Skirring est devenu le réceptacle ou la matrice de multiples activités humaines. Cette situation a engendré des externalités positives et négatives, nécessitant une gestion durable. En effet, le tourisme est l'une des activités consommatrices d'espace à travers sa forte pression sur les espaces littoraux. L'envie de construire sur le littoral a entraîné une vente pernicieuse de terres, suscitant des tensions sociales et environnementales qui nécessitent une transition écologique et touristique. Cette transition met l'accent sur le passage d'un modèle de croissance démesurée à un modèle de développement résilient, équilibré et pérenne (Boy, 2022). Elle prend en compte les dégâts écologiques causés par les activités anthropiques, le boom économique et la déforestation. Ce processus est une reconfiguration et une réorientation sociétale et culturelle à tous les niveaux et dans tous les secteurs évoluant conjointement de façon non maîtrisée (Vlès, 2019). Il désigne l'ensemble des transformations du système de production, de distribution et de consommation d'énergie effectuées sur un territoire dans le but de réduire les impacts négatifs sur l'écologie (Duruisseau, 2014 ; Boissonad, 2017 ; Beucher et Mare, 2020).

D'après nos résultats d'enquête, les pressions foncières et l'appropriation des espaces littoraux sont liées au décalage entre le droit coutumier instauré par les populations locales et la loi sur le domaine national ainsi que le code de l'environnement mis en place par l'État. Elles sont

également dues à la perception du concept de transition écologique par les habitants locaux[8]. Ces derniers perçoivent le changement climatique à travers l'avancée de la mer, la baisse pluviométrique, le démarrage tardif de la saison des pluies, l'arrêt précoce des pluies, la salinisation des vallées rizicoles et leurs impacts négatifs sur la production agricole. Ils se sentent impuissants face à la spoliation de leurs terres, menacées par le tourisme littoral.

En réponse aux conséquences néfastes du changement climatique, beaucoup de paysans ont jugé nécessaire d'abandonner les cultures au détriment des activités touristiques, d'autres ont préféré vendre leurs terrains aux étrangers afin de subvenir à leur besoin. Comme le soulignent les propos de nos interlocuteurs, « ces habitants, par peur d'être spolier de leur foncier par l'État, vendent leurs terrains et parfois à des prix dérisoires pour subvenir à leurs besoins.[9] » Pourtant, l'agriculture représente l'activité principale dans la commune de Diembéring. Ainsi, pour une meilleure appropriation de la transition écologique et touristique, les pouvoirs publics sont appelés à sensibiliser davantage les habitants locaux, les acteurs privés et les jeunes scolaires sur l'importance de la préservation des ressources naturelles. Ils doivent également les conscientiser sur les dangers et les risques qui pèsent sur le littoral et la biodiversité naturelle. La participation des habitants à la prise de décisions, à l'élaboration et à la mise en œuvre des projets de territoire et de société permettraient d'éviter certains conflits sociaux pouvant fragiliser la gestion intégrée des zones côtières. La réussite d'un tel dispositif repose sur l'implication des groupements de femmes, des associations de jeunes, des chefs coutumiers et des chefs de village.

3.2. Vers une délimitation des quais de pêche et des pratiques de tourisme balnéaire

Au regard du développement du quai de pêche de Cap-Skirring, nous avons constaté que les plages de la zone hôtelière du Club Med et des environs subissent des pollutions liées aux activités de transformation des produits halieutiques. Les usines de fabrique de glace, les ateliers de constructions et de réparations de pirogues, les sècheries et les fumeries polluent les lieux à travers leurs déchets, les odeurs nauséabondes de poisson et la fumée dans l'air. Sur les plages du Club Med et alentours, ces déchets non désirés et laissés sur l'estran du quai en marée basse sont engloutis par les vagues au retour de la marée. Ils sont ensuite transportés vers les plages où se baignent les touristes (Gaye et Thior, 2025 : 1148). Cette situation peut rendre la zone moins attractive et causer des maladies. En effet, comme le soulignent les propos de cet interlocuteur[10], « si des mesures écologiques ne sont pas prises pour régler ce problème, le Club Med risque de fermer ses portes au Cap-Skirring. » Une éventuelle fermeture de ce village de vacances pourrait créer une crise économique dans la commune de Diembéring car l'ouverture et la fermeture de la saison touristique dépendent essentiellement de lui, dans une zone où le tourisme représente la deuxième activité économique derrière l'agriculture.

[8] Extrait de nos entretiens avec les populations locales, du 17 août 2022 au 05 janvier 2023.
[9] Extrait de nos entretiens avec les chefs de quartier du village de Cabrousse, le 20 décembre 2022 à Cabrousse.
[10] Extrait de notre entretien avec un responsable du Club Med, le 03 janvier 2023 au Cap-Skirring.

Figure 6: Quai de pêche de Cap-Skirring et zone hôtelière du Club Med

Réalisation : Mamadou Thior, 2020

Ainsi, le quai de pêche de Cap-Skirring pourrait être déplacé et rattaché à celui de Diembéring où les infrastructures hôtelières et les équipements touristiques sont moins importants. Cette politique permettrait de créer un pôle économique basé sur les activités de pêche et de maraichage autour du village de Diembéring. À cet égard, les plages de Cabrousse, Cap-Skirring et Boucotte Wolof pourront servir de base pour développer le tourisme balnéaire. Cette organisation spatiale pourrait permettre à l'ensemble des activités économiques de la commune de Diembéring de se développer sans toutefois fragiliser davantage les équilibres socioculturels, économiques et environnementaux.

3.3. Perspectives de durabilité : de la prévision à la sensibilisation

Au-delà des discours politiques de gestion durable de la station balnéaire de Cap-Skirring, il est important de prendre des mesures pour protéger le littoral. La co-construction des connaissances et des mécanismes de gestion permet de prendre en compte la complexité des attentes de l'ensemble des parties prenantes. Elle permet de faciliter la régulation des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles, en favorisant le dialogue, la médiation et la négociation. Ainsi, la durabilité passe par la création d'espaces de concertation, de réflexion et de méthodes de résolution entre les différents acteurs. « Elle passe également par l'amélioration et l'utilisation optimale d'instruments d'évaluation et de prévision qui favorisent la prévention des risques et donc, potentiellement, des conflits générés par la réalisation de situations menaçant les intérêts des acteurs de ces espaces » (Michelot, 2011). Cette durabilité réside aussi dans la prise de conscience des entreprises et des autorités publiques, qui doivent inclure les populations locales et leurs besoins dans les stratégies d'implantation, mais aussi dans la gestion durable et le partage équitable des ressources patrimoniales. L'État, la société civile et les

entreprises doivent s'impliquer davantage dans la mise en place d'une gestion intégrée des zones côtières (GIZC). L'implication, la participation et la sensibilisation de la population locale dans cette gestion représentent des outils efficaces à la résolution de conflits.
En effet, pour une meilleure gestion touristique durable de la station balnéaire de Cap-Skirring, il faut :
- Limiter les pressions anthropiques sur les ressources naturelles ;
- Mettre en œuvre un plan d'aménagement touristique adapté aux réalités socioculturelles et au dynamisme économique du territoire ;
- Contrôler le développement des hôtels et des résidences secondaires qui conduisent à la perte des fonctionnalités écologiques du littoral ;
- Prévenir les risques de submersion et d'érosion, et donc se donner les moyens nécessaires financiers et scientifiques pour y parvenir ;
- Anticiper les conflits liés au foncier et favoriser leur régulation durable ;
- Développer des capacités de gestion, de surveillance et de contrôle sur des zones présentant des caractéristiques essentielles pour la préservation de la biodiversité naturelle ;
- Lutter contre le développement non durable des espaces littoraux, créateur d'inégalités écologiques ;
- Éloigner le risque de disparition de l'identité sociale, culturelle et environnementale du littoral.

Conclusion

L'étude de cas menée dans la station balnéaire de Cap-Skirring montre les enjeux du tourisme sur les espaces littoraux et les perspectives de développement durable. Le développement du tourisme balnéaire attire diverses personnes qui n'ont pas les mêmes identités culturelles, ce qui a entraîné la prostitution, les agressions, les vols, la délinquance et les trafics de drogue. Il a également contribué à l'augmentation de la population et à l'installation d'entreprises touristiques et hôtelières consommatrices d'espaces le long du littoral. Ces installations freinent les accès à la mer aux populations locales et aux activités traditionnelles comme, par exemple l'agriculture et l'élevage qui représentent des secteurs économiques très importants dans la zone. Elles contribuent à la déforestation et à la transformation de la nature surtout des paysages, avec la création d'une nouvelle végétation de type savane arborée, mais aussi à l'inondation du village de Cap-Skirring pendant la saison des pluies.

La gestion de la station balnéaire de Cap-Skirring doit donc être guidée par des actions, des principes, des stratégies et des mécanismes qui composent la transition écologique et touristique. Elle permet de réguler les conflits d'usages et faire évoluer les instruments juridiques de protection des ressources patrimoniales. Il s'agit de concevoir des projets de territoire et de société en lien avec les politiques d'aménagement touristique et plus largement développer une vision globale de la zone. Dans cette gestion intégrée, les acteurs doivent évaluer les processus physiques de submersion marine et d'évolutions morphologiques des espaces littoraux afin de connaître les risques environnementaux qui pèsent sur le littoral. Ils doivent aussi établir des plans de financements adéquats capables de supporter les objectifs de développement touristique durable. Si la station balnéaire de Cap-Skirring ne s'engage pas dans cette voie, elle court le risque d'une mauvaise réputation touristique, mais aussi d'une crise écologique.

Références

[1] Beucher, S. & Mare, M. (2020). Cadrage épistémologique de la notion de transition en sciences humaines et en géographie, *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, vol. 97, n°4, p. 383-394.

[2] Boissonad, L. (2017). La transition, analyse d'un concept », Théma, Juin 2017, CGDD (Commissariat Général au Développement Durable) /DDD, MTES, https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Th%C3%A9ma%20-%20Transition%20-%20Analyse%20d%27un%20concept.pdf

[3] Bousquet, B. (1990). Définition et identification du littoral contemporain, *Revue Juridique de l'Environnement*, n°4, p. 451-468, https://www.persee.fr/doc/rjenv_0397-0299_1990_num_15_4_2637

[4] Boy, H. (2022). Tiers lieux et tourisme en transition : les tiers-lieux, des laboratoires de la transition touristique et récréative dans les territoires ruraux ?, mémoire de master en géographie, Université Grenoble Alpes.

[5] Ciss, G. (1989). Saly-Portudal, un village sénégalais face au tourisme international », *Cahiers d'Outre-Mer*, n° 165, vol. 42, p. 53-72. URL : https://www.persee.fr/doc/caoum_0373-5834_1989_num_42_165_3290

[6] Diatta, L. S., Fall, A. C. A. & *al*. (2022). Impacts de la dynamique du littoral entre Cabrousse et Boudiédième (commune de Diembéring), Basse-Casamance, *Espace Géographique et Société Marocaine*, n°58, p. 173-198.

[7] Diombéra, M. (2020). Dynamique territoriale et développement touristique : quelles stratégies environnementales durables à Saly (Petite Côte, Sénégal) ?, *Études caribéennes*, n°6. DOI : https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.19388

[8] Diombéra, M. (2017). Le développement touristique et l'occupation des espaces littoraux : quelles enjeux pour les territoires de la Petite Côte sénégalaise ?, *Études caribéennes*, n°36. DOI : https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.10778

[9] Diombéra, M. (2013). Tourisme et développement local : vers une redéfinition des relations au niveau de la Petite-Côte sénégalaise ?, *Études caribéennes*, n°26. DOI: 10.4000/etudescaribeennes.19388

[10] Diombéra, M. (2012). Le tourisme sénégalais à la recherche d'une nouvelle identité, *Téoros*, n°31, vol. 2, p. 21-30. URL: http://journals.openedition.org/teoros/2299

[11] Duruisseau, K. (2014). L'émergence du concept de transition énergétique : Quels apports de la géographie ?, *BSGLg*, n°63, p. 21-34.

[12] Hatt, É. (2020). Aménagement touristique des littoraux et planification en France. Des schémas d'aménagement étatiques aux schémas de cohérence territoriale, *Géographie, Economie et Sociétés*, vol. 22, p. 81-104.

[13] Gaye, A. & Thior, M. (2025). Le tourisme balnéaire dans la commune de Diembéring : histoire, évolution, impacts environnementaux et transition écologique, *African Scientific Journal*, n°28, vol. 3, p. 1128-1153.

[14] Lévy, T. (2020). Développement touristique et préservation de l'environnement des littoraux : politiques aménagement et représentations des acteurs des stations balnéaires, mémoire de fin cycle, Université Aix Marseille, 108 pages, https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03274597v1/file/Levy%20Theo.pdf

[15] Michelot, A. (2011). Synthèse et conclusions sur la gestion durable des zones côtières et marines. Au-delà des discours, des enjeux opérationnels pour le développement durable ?, *Vertigo*, n°9, URL : http://journals.openedition.org/vertigo/10978

[16] Thior, M., Sané, T. & *al*. (2021). L'aménagement du littoral de la Casamance : quels enjeux au regard de sa dynamique actuelle ?, *Études caribéennes*, n°48.

[17] Thior, M., Sané, T. & *al*. (2019). Connexions socioéconomiques et recomposition spatiale entre Cap-Skirring et son hinterland suite au développement du tourisme balnéaire, *Revue de géographie du laboratoire de leidi*, n° 20, p. 136-147.

[18] Thior, M., Sané T. & Dièye, E. H. B. (2019). Érosion côtière et impacts socioéconomiques dans la commune de Diembéring en basse Casamance (Sénégal), *Bulletin de l'IFAN Ch. A. Diop*, sér. B, t. LIX, n° 1-2, p. 83-99.

[19] Sène, A. M. et Diallo, A. (2023). Impact de l'urbanisation sur le développement touristique au Cap Skirring (Ziguinchor, Sénégal), *Espace Géographique et Société Marocaine*, n°67, p.139-155.

[20] Sène, A. M. et Diémé, I. L. (2018). Entre développement touristique et recul des espaces rizicoles dans la commune de Diembéring (région de Ziguinchor, Sénégal) : quelle alternative pour un développement local durable ?, *Belgeo*, n° 2, URL : https://doi.org/10.4000/belgeo.23362

[21] Sicart, C. (2017). L'aménagement touristique et ses nouveaux enjeux, Paris, L'Harmattan.

[22] Vlès, V. (2019). Des territoires touristiques aux abords du point vertigineux », dans

Carrère, G., Dumat, C. et Zélem, M-C. (dir.), *La fabrique des transitions écologiques : permanences et changements*, Paris, L'Harmattan, Séries : Sociologie et environnement, p.75-98.